

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 99 — 1935

[S - C - 99/29306]

**22 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant diverses mesures relatives à la situation pécuniaire de certains membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement de promotion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, modifié par les décrets des 19 juillet 1991, 4 février 1993, 5 juillet 1993, 27 octobre 1994, 10 avril 1995, 25 juillet 1996 et 24 juillet 1997 (I et II);

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, modifié par les arrêtés royaux des 9 mai 1975, 21 mai 1976 (I, II et III), 31 mai 1976, 8 juillet 1976, 18 avril 1977 et 13 janvier 1989, par les arrêtés de l'Exécutif des 31 août 1989, 29 août 1990, 26 juin 1991 et 7 novembre 1991 et par les arrêtés du Gouvernement des 15 mai 1995, 9 juillet 1997 et 30 juillet 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 18 et 19, l'article 21 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 15 février 1993 et les articles 22 et 23 modifiés par l'arrêté de l'Exécutif du 15 février 1993 et par l'arrêté du Gouvernement du 27 octobre 1997;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 28 janvier 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 février 1999;

Vu le protocole de négociation du 16 mars 1999 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics, provinciaux et communaux - section II, siégeant conjointement;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 mars 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Pour chacun des niveaux d'enseignement suivants organisés dans l'établissement qu'il dirige : enseignement supérieur, enseignement technique et professionnel secondaire supérieur, enseignement technique secondaire inférieur et enseignement professionnel secondaire inférieur, le traitement du directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale est égal à autant de 1/20<sup>e</sup> du traitement du directeur fixé dans l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, exerçant, dans un niveau d'enseignement, une fonction à prestations complètes, que chaque niveau d'enseignement organisé compte de séries entières de 6.000 périodes-élèves.

Le reliquat éventuel des périodes-élèves du niveau d'enseignement qui donne lieu à une rémunération plus élevée est ajouté au nombre de périodes-élèves du niveau d'enseignement immédiatement inférieur organisé dans l'établissement.

Le traitement perçu par le directeur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est égal à la somme des traitements qu'il perçoit pour chacun des niveaux d'enseignement organisés dans son établissement, sans qu'il puisse être supérieur au traitement du directeur exerçant une fonction à prestations complètes au niveau d'enseignement le mieux rémunéré que l'établissement organise.

§ 2. Lorsque l'établissement autonome d'enseignement de promotion sociale visé au § 1<sup>er</sup> ne compte pas 120.000 périodes-élèves, le traitement du directeur est complété, jusqu'à atteindre l'unité, du nombre de 1/20<sup>e</sup> du traitement du directeur exerçant une fonction à prestations complètes au niveau d'enseignement immédiatement inférieur au niveau d'enseignement le plus bas organisé par l'établissement ou, à défaut, au niveau d'enseignement le plus bas organisé par l'établissement.

§ 3. Le traitement du membre du personnel visé aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent article ne peut jamais être inférieur à 20/20<sup>e</sup> du traitement correspondant à l'échelle barémique 471 lorsque le membre du personnel est porteur d'un diplôme universitaire ou délivré par un établissement supérieur de type long ou assimilé ou du traitement correspondant à l'échelle barémique 270 dans les autres cas.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la norme de création et de maintien de l'emploi qu'il occupe est atteinte en totalisant les périodes-élèves organisées au niveau de l'enseignement supérieur, le directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale bénéficie de l'échelle de traitement :

— 475, s'il est porteur d'un diplôme universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long ou du troisième degré;

— 471, s'il est porteur d'un diplôme du niveau supérieur du deuxième degré;

— 270, s'il est porteur d'un autre titre.

§ 2. Lorsque la norme de création et de maintien de l'emploi qu'il occupe est atteinte en totalisant les périodes-élèves organisées au niveau de l'enseignement secondaire ou aux niveaux des enseignements secondaire et supérieur, le directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale bénéficie de l'échelle de traitement :

— 471, s'il est porteur d'un diplôme universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long ou du troisième degré;

— 270, s'il est porteur d'un autre titre.

**Art. 3.** Le membre du personnel qui conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, bénéficie d'un traitement supérieur à celui prévu par application des dispositions de l'article 2 du présent arrêté, conserve le bénéfice de ce traitement.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'emploi à mi-temps ou à temps plein qu'il occupe est justifié par des périodes-élèves organisées exclusivement au niveau de l'enseignement supérieur, le sous-directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale bénéficie de l'échelle de traitement :

— 429, s'il est porteur d'un diplôme universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long ou du troisième degré;

— 370, s'il est porteur d'un diplôme du niveau supérieur du niveau supérieur du deuxième degré;

— 265, s'il est porteur d'un autre titre.

§ 2. Lorsque l'emploi à mi-temps ou à temps plein qu'il occupe est justifié par des périodes-élèves organisées au niveau de l'enseignement secondaire ou aux niveaux des enseignements secondaire et supérieur, le sous-directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale bénéficie de l'échelle de traitement :

— 422, s'il est porteur d'un diplôme universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long ou du troisième degré;

— 350, s'il est porteur d'un diplôme du niveau supérieur du deuxième degré;

— 250, s'il est porteur d'un autre titre.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'emploi à quart temps ou à mi-temps ou à trois quarts temps ou à temps plein qu'il occupe est justifié par des périodes-élèves organisées au niveau de l'enseignement supérieur et/ou au niveau de l'enseignement secondaire supérieur, le chef d'atelier d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale bénéficie de l'échelle de traitement 231.

§ 2. Lorsque l'emploi visé au § 1<sup>er</sup> du présent article est justifié par des périodes-élèves organisées au niveau de l'enseignement secondaire inférieur, le chef d'atelier d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale bénéficie de l'échelle de traitement 226.

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 1991, à l'exception de l'article 1<sup>er</sup> qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 1991 et cesse ses effets le 30 septembre 1991.

**Art. 7.** Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,  
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 1935

[S - C - 99/29306]

**22 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van verscheidene maatregelen betreffende de geldelijke toestand van sommige leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het onderwijs voor sociale promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, gewijzigd bij de decreten van 19 juli 1991, 4 februari 1993, 5 juli 1993, 27 oktober 1994, 10 april 1995, 25 juli 1996 en 24 juli 1997 (I en II);

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 mei 1975, 21 mei 1976 (I, II, III), 31 mei 1976, 8 juli 1976, 18 april 1977 en 13 januari 1989, bij de besluiten van de Executieve van 31 augustus 1989, 29 augustus 1990, 26 juni 1991 en 7 november 1991 en bij de besluiten van de Regering van 15 mei 1995, 9 juli 1997 en 30 juli 1997;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op de artikelen 18 en 19, artikel 21 gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 15 februari 1993 en de artikelen 22 en 23 gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 15 februari 1993 en bij het besluit van de Regering van 27 oktober 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 januari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 februari 1999;

Gelet op het protocol van onderhandeling van 16 maart 1999 van het Comité van sector IX en van het Comité van openbare, provinciale en gemeentelijke diensten - afdeling II, houdende gezamenlijke zitting;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie en de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 maart 1999,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. Voor ieder van de volgende onderwijsniveaus ingericht in de inrichting waarvan hij directeur is : hoger onderwijs, technisch onderwijs en hoger secundair beroepsonderwijs, lager secundair technisch onderwijs en lager secundair beroepsonderwijs, is de wedde van directeur van een afhankelijke inrichting voor het onderwijs voor sociale promotie gelijk aan zoveel 1/20e van de wedde van een directeur bepaald in het koninklijk besluit van

15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, die in een onderwijsniveau een ambt met volledige opdracht uitoefent, als ieder niveau ingericht onderwijs volledige reeksen van 6 000 lestijden-leerlingen telt.

Het mogelijke overschot van lestijden-leerlingen van het onderwijsniveau dat aanleiding geeft tot een hogere bezoldiging wordt toegevoegd aan het aantal lestijden-leerlingen van het onmiddellijk lager onderwijsniveau georganiseerd in de inrichting.

De door de bij lid 1 bedoelde directeur ontvangen wedde is gelijk aan de som van de wedden die hij ontvangt voor ieder onderwijsniveau ingericht in zijn inrichting, zonder dat deze wedde hoger kan liggen dan de wedde van een directeur die een ambt met volledige opdracht uitoefent in het best bezoldigd onderwijsniveau ingericht door de inrichting.

§ 2. Wanneer de autonome inrichting voor onderwijs voor sociale promotie bedoeld bij § 1 geen 120 000 lestijden-leerlingen telt, wordt de wedde van directeur aangevuld, tot de eenheid, met het aantal 1/20e van de wedde van een directeur die een volledige opdracht heeft in het onderwijsniveau dat onmiddellijk lager ligt dan het laagste onderwijsniveau ingericht door de inrichting, of bij gebreke daarvan, in het laagste onderwijsniveau ingericht door de inrichting.

§ 3. De wedde van het bij de paragrafen 1 en 2 van dit artikel bedoelde personeelslid kan nooit lager liggen dan 20/20e van de wedde overeenstemmend met baremaschaal 471 wanneer het personeelslid houder is van een universitair diploma of en diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs van het lange type of daarmee gelijkgesteld of van de wedde overeenstemmend met baremaschaal 270 in andere gevallen.

**Art. 2.** § 1. Wanneer de norm inzake inrichting en behoud van de betrekking die hij bezet, bereikt is door het optellen van de lestijden-leerlingen ingericht in het niveau van het hoger onderwijs, geniet de directeur van een autonome inrichting voor onderwijs voor sociale promotie de weddeschaal :

— 475, indien hij houder is van een universitair diploma of van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type of van de derde graad;

— 471, indien hij houder is van een diploma van het hoger onderwijs van de tweede graad;

— 270, indien hij houder is van een ander bekwaamheidsbewijs.

§ 2. Wanneer de norm inzake inrichting en behoud van de betrekking die hij bezet, bereikt is door het optellen van de lestijden-leerlingen ingericht in het niveau van het secundair onderwijs of in de niveaus van het secundair en hoger onderwijs, geniet de directeur van een autonome inrichting voor onderwijs voor sociale promotie de weddeschaal :

— 471, indien hij houder is van een universitair diploma of van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type of van de derde graad;

— 270, indien hij houder is van een ander bekwaamheidsbewijs.

**Art. 3.** Het personeelslid dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 1 van dit besluit, een wedde geniet die hoger is dan deze bepaald in toepassing van de bepalingen van artikel 2 van dit besluit, behoudt deze wedde.

**Art. 4.** § 1. wanneer de halftijdse of voltijdse betrekking die hij bezet uit lestijden-leerlingen enkel ingericht in het niveau van het hoger onderwijs bestaat, geniet de onderdirecteur van een autonome inrichting voor onderwijs voor sociale promotie een weddeschaal :

— 429, indien hij houder is van een universitair diploma of van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type of van de derde graad;

— 370, indien hij houder is van een diploma van het hoger onderwijs van de tweede graad;

— 265, indien hij houder is van een ander bekwaamheidsbewijs.

§ 2. Wanneer de halftijdse of voltijdse betrekking die hij bezet uit lestijden-leerlingen enkel ingericht in het niveau van het secundair onderwijs of in de niveaus van het secundair en hoger onderwijs bestaat, geniet de onderdirecteur van een autonome inrichting voor onderwijs voor sociale promotie een weddeschaal :

— 422, indien hij houder is van een universitair diploma of van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type of van de derde graad;

— 350, indien hij houder is van een diploma van het hoger onderwijs van de tweede graad;

— 250, indien hij houder is van een ander bekwaamheidsbewijs.

**Art. 5.** § 1. Wanneer hij een deeltijdse betrekking (1/4) of een halftijdse betrekking of een deeltijdse betrekking (3/4) of een voltijdse betrekking bezet, die uit lestijden-leerlingen ingericht in het niveau van het hoger onderwijs en/of in het niveau van het hoger secundair onderwijs bestaat, geniet de werkleider van een autonome inrichting voor het onderwijs voor sociale promotie de weddeschaal 231.

§ 2. Wanneer de bij § 1 van dit artikel bedoelde betrekking uit lestijden-leerlingen ingericht in het niveau van het lager secundair onderwijs bestaat, geniet de werkleider van een autonome inrichting voor het onderwijs voor sociale promotie de weddeschaal 226.

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1991, met uitzondering van artikel 1 dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1991 en dat uitwerking ophoudt te hebben met ingang van 30 september 1991.

**Art. 7.** De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs,  
de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE